

Nouvelles locales des lundi 29 et mardi 30 août 2011

@rib News, 30/08/2011
 Droit de l'homme- L'Ombudsman Mohamed Rukara a visité ce lundi la prison centrale de Mpimba. Hussein Radjabu, l'ancien homme fort du parti présidentiel actuellement en prison, a refusé de rencontrer son rival Rukara qui visitait la prison de Mpimba où il est incarcéré depuis plus de 3 ans. Le médiateur burundais a beaucoup insisté en essayant de lui envoyer ses émissaires, sans succès. [Isanganiro/Rpa]
 - Au cours de cette visite, l'Ombudsman a trouvé les conditions de détentions purement odieuses, comme l'a souligné le porte-parole Didace Sunzu. Les conditions de détention sont graves surtout avec la surpopulation et le manque de ration suffisante pour les détenus. [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rtnb]- «Il y a un problème surtout en ce qui est du grammage de la quantité de nourriture car chaque personne a droit à au moins 350g de haricots et 350g de farine de manioc» a déclaré le porte-parole de l'Ombudsman burundais Didace Sunzu en marge de cette visite de Rukara dans la plus grande maison de détention du Burundi. [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rtnb]- Les détenus ne dorment pas dans de bonnes conditions selon leur porte-parole. «Nous dormons à la belle étoile et dans la promiscuité totale» a souligné Sabahungu, qui ajoute que pour dormir, il y a des gens qui font une alternance avec leurs amis dormant quelques heures et laissent la place aux autres. - Lors de cette visite, l'Ombudsman burundais s'est entretenu à part avec certains détenus. Il s'agit de Patrice Faye, un Français condamné à 25 ans de prison ; Hilaire Ndayizamba détenu dans l'affaire de l'assassinat de Manirumva ; Jean Bigirimana, détenu dans le même dossier qu'Hussein Radjabu, ancien président du parti présidentiel ; et certains autres qui lui avait adressé le lui avait une correspondance bien avant. [Isanganiro/Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rtnb]
 Sécurité- Le Secrétaire exécutif du parti FNL en province de Kayanza a été tué dans la nuit de lundi par des personnes non encore identifiées, selon des sources sur place. Il rentrait d'une pharmacie vers 20 heures où il allait acheter des médicaments quand il a été touché par une rafale de trois balles de la tête au pied selon ces mêmes sources. La victime est tombée sur place et laisse derrière lui une veuve et deux jeunes enfants qui ne savent pas quel saint se vouer. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Le président du parti FNL en province de Kayanza annonce un complot politique. Selon lui, la victime avait été avisée maintes fois par les services de la documentation nationale qui l'accusait d'être membre et leader du parti FNL dans cette partie du pays. Selon le président du FNL à Kayanza, la victime avait vu des signes avant-coureurs que sa sécurité était en danger mais rien n'a été fait pour le protéger. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- L'Aprodh, une organisation de défense des droits de l'homme souligne que la mort de ce leader de l'opposition burundaise était prévisible et que les services de sécurité n'ont rien fait pour le protéger de cet assassinat. Notons que la victime était un psychologue au Lycée communal de Kayanza. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Des sources de la province de Kayanza soulignent que les agents de la documentation de Kayanza avaient arrêté ce fidèle du parti FNL en octobre dernier et son téléphone avait été réquisitionné par les services de renseignements qui l'ont gardé jusqu'au jour de sa mort. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]
 Politique- La société civile burundaise se montre inquiète par les propos souvent tenus par le président de la République lui-même ces derniers jours. Le directeur général du FORSC Pacifique Ninanahazwe a fait savoir que le langage du chef de l'Etat depuis la commune de Kayogoro au Sud du pays n'est pas tranquillisant les gens surtout ceux de la société civile. Selon lui, le président montre que les relations entre le gouvernement et les associations de la société civile ne sont pas au bon fixe ce qui montre que le gouvernement a gardé une dent contre les organisations de la société civile burundaise. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Le directeur général du Forcsc Pacifique Ninanahazwe a fait savoir que le bilan n'est pas positif en ce qui est des relations entre le gouvernement et la société civile. Selon lui, depuis que le gouvernement a entamé son deuxième mandat, les organismes de la société civile burundaise ont été perturbés par les institutions étatiques et jusqu'à présent, le gouvernement ne veut pas tracer une ligne de démarcation entre la société civile et les opposants politiques. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Le président du parti Frodebu et de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi Léonce Ngendakumana s'est présenté ce mardi devant la justice burundaise suite à sa convocation. Il estime qu'il n'a pas été réçu car le mardi était une journée fériée. Il pense que le motif de la convocation est la lettre que la coalition vient d'adresser au président de la République, lui demandant d'entamer des négociations avec les opposants politiques. [Rpa/Bonesha]- Le président du Frodebu a déclaré que la justice veut enquêter sur des propos tenus lors d'une conférence de presse et souligne qu'il tient toujours le même langage et ajoute qu'il faut que le gouvernement accepte de négocier avec ses opposants politiques pour éviter des bains de sang. [Rtr]
 Education- Le ministre de l'Enseignement secondaire et de base, Severin Buzingo, a proclamé que la note qui sera valable pour entrer au secondaire est de 118/200 et pour les collèges communaux elle est de 68/200, selon. [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rtnb]